

Actualisation des réactions à l'attaque de Saint-Etienne-de-Rouvray

Adrien ABECASSIS <adrien.abecassis@gmail.com>

27 juillet 2016 à 21:32

À : Secrétariat - Président <secretariat.president@elysee.fr>, Jean-Pierre JOUYET <jean-pierre.jouyet@elysee.fr>, Jean-Pierre JOUYET <secretariat.jouyet@elysee.fr>, jean-pierre.hugues@elysee.fr, "boris.vallaud@elysee.fr" <boris.vallaud@elysee.fr>, SIMA Isabelle <isabelle.sima@elysee.fr>, Constance RIVIERE <constance.riviere@elysee.fr>, julie.bouaziz@elysee.fr, bernard.rullier@elysee.fr

Plus de 250 courriers ont été reçus aujourd'hui concernant l'attentat qui a touché l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray. Sur les 200 analysés par le SCP :

1/ Il y a comme hier une poignée seulement de condoléances et peu de messages de soutien au PR (environ 10%).

2/ Un flux continu de courriers continue à exprimer **avant tout une réaction de « peur »** d'un nouvel attentat ou de se faire assassiner en pleine rue : *« Je suis une maman de 2 enfants de 8 et 2 ans, j'ai peur de sortir dans la rue de peur me prendre une balle, de me faire égorger devant mes enfants ».*

3/ Près d'un tiers des correspondances reviennent sur la gestion des événements par le PR et le gouvernement et sur l'allocution du PR.

Parmi ces correspondants, **les appels à se battre avec l'Etat de droit provoquent bien peu d'adhésion**. Quelques courriers seulement reconnaissent l'enjeu, mais même parmi ces soutiens des balancements ou des fissures apparaissent : *"aujourd'hui, vous êtes notre espoir et le garant de la République. Mais prenez des mesures un peu plus strictes, nous reviendrons à l'état de droit plus tard. Là c'est urgent, car comme vous le dites, c'est la guerre".*

La plupart des correspondants opposent à ces appels la nécessité de mesures exceptionnelles et leur volonté de *« mettre le droit et la démocratie entre parenthèse »*. *« Quand vous dites qu'il faut faire la guerre contre ces terroristes dans le respect du droit, je ne suis pas d'accord avec vous. Ils respectent notre droit eux ? NON. Alors si vous ne faites rien pour les supprimer, ils vont continuer. Il n'y a pas de cadeaux à leur faire. Pour ces gens-là. La peine de mort est de rigueur et pas les bracelets électroniques ou la prison de luxe ».*

Sous le coup de la peur et de la colère, ces Français expriment un rejet des paroles d'apaisement. Certains sont particulièrement critiques sur l'intervention du PR et usent de mots véhéments (*« atterrement », « sidération »*), voyant les propos comme peu en phase avec la *« gravité des événements »*. Les appels à *« faire bloc »* semblent également lasser ces intervenants : *« Combien faudra-t-il de morts pour que vous preniez de vraies mesures pour protéger les français au lieu d'appeler à la cohésion nationale après chaque tuerie ? Vous allez conduire ce pays à la guerre civile »*

4/ La moitié des correspondances (plus d'une centaine) rassemblent principalement des demandes des mesures de plus en plus radicales quitte à *« heurter ces lourds idéaux des droits de l'homme »*. Animés par la colère, ces particuliers revendiquent une tolérance zéro pour toutes personnes ayant commis un délit sur le territoire qu'elles soient étrangères ou binationales : *« A quand l'expulsion des étrangers (ou des binationaux) qui commettent un délit sur notre sol, même de droit commun »* et l'enfermement de tous les fichés S.

Les plus durs de ces correspondants (15% environ) n'hésitent plus à **assumer une « guerre de religion »** (*« L'ennemi c'est l'islam et par conséquent les musulmans sont nos ennemis »*) jusqu'à justifier l'expulsion de tous les musulmans (*« On n'a pas besoin de musulmans, faites en sorte d'expulser de France ceux qui portent le voile et qui sont sans emploi, nous voulons être en sécurité »*) même si ces propos restent contenus aux courriers les plus extrêmes.

5/ La réponse internationale mobilise très peu : une demi-douzaine de courriers seulement, souhaitant l'intensification des bombardements contre Daech et en Syrie *« source du problème »*.

-> **L'essentiel de ces courriers paraissent démunis. Ils ne comprennent pas - ou refusent d'accepter - l'incapacité de l'Etat à "mettre un terme", souverainement et fermement, à cette séquence** : *"lorsqu'il y a un attentat, c'est comme si c'était "normal", une "habitude", et vous nous dites qu'il faut vivre avec... C'est malheureux d'entendre ça alors que vous avez une des armées les plus puissantes au monde. Pourquoi ne pas les anéantir une fois pour toutes ? Ils nous déclarent la guerre, alors donnons-leur ce qu'ils méritent sans pitié".*

Ils continuent donc à chercher des dérivatifs pour se raccrocher à cette idée, dans une fuite en avant s'il le faut. Cette fuite en avant n'aura sans doute pas de fin tant qu'il s'agira de se réfugier dans la quête d'une protection "extérieure", due et absolue, quitte à conforter ce qu'ils ont envie de croire (des solutions miracles, pour permettre à la vie de continuer comme avant).

-> A l'inverse, les quelques voix - plus rares - qui parviennent à surmonter, envisager une résistance, un "vivre avec" et une conscience des valeurs, sont toutes, à des degrés divers, dans une logique "d'appropriation" de ce combat. Elles ne s'en remettent pas uniquement à d'autres (les politiques, l'Etat, des mesures radicales, ...) mais l'envisagent, aussi à leur niveau. *"On ne peut pas mettre un policier devant chaque Français, mais chaque Français peut être vigilant".*

Certains commencent d'ailleurs à proposer des articulations entre ces résistances "d'en bas" et le rôle de l'Etat. *"La résistance de notre Nation contre le terrorisme ne peut pas s'envisager sans la participation de la communauté musulmane de France. Nous avons besoin d'eux. Donnez leur la parole, aidez les à s'organiser, donnez leur des espaces dans les médias. Nous avons besoin d'eux pour conserver notre unité".*

C'est bien ce renversement de logique (le "changement de culture" dont parlait le PM ?) qui semble être à la source de la capacité à envisager, pour ces Français, une lutte longue qui puisse se dérouler sans détruire les principes de l'organisation de notre société ; sans voir le refus de s'engager dans une fuite en avant comme un "renoncement" du gouvernement ; sans chercher à se réfugier dans un sentiment d'infailibilité qui leur éviterait d'avoir à remettre en cause leur quotidien ; et sans tendre à expulser des morceaux de la communauté nationale comme gage de retour à la tranquillité.

Favoriser la conscience de cette nécessaire "réappropriation" sécuritaire, quotidienne, citoyenne, locale, d'une résistance à tous les niveaux et sur tous les domaines "avec eux", qui redonne aux gens le sentiment de pouvoir agir, semble être le meilleur moyen de surmonter le choc et l'effroi autrement que par la recherche perpétuelle de responsables.